

Unité départementale des Hauts-de-Seine  
167-177 avenue Joliot Curie  
BP 102  
92013 NANTERRE CEDEX

NANTERRE, le 22/11/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/10/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SITA ILE DE FRANCE**

59 AVENUE DES GUILLERAIES  
92000 Nanterre

Dossier n°88168  
Code AIOT : 0007409352

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/10/2023 dans l'établissement SITA ILE DE FRANCE implanté 59 AVENUE DES GUILLERAIES 92000 Nanterre. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'action "coup de poing ICPE en bordure de cours d'eau consiste à :

- vérifier les dispositions de lutte contre la pollution au sein de ICPE en cas d'inondation ;
- sensibiliser les exploitants aux risques qu'ouvrent leurs outils industriels en cas de crue ;

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SITA ILE DE FRANCE
- 59 AVENUE DES GUILLERAIES 92000 Nanterre
- Code AIOT : 0007409352
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Il s'agit d'une déchetterie classée en R 2710-1a (Autorisation) avec une collecte de déchets dangereux susceptible d'être présente supérieure à 7 tonnes. En outre, l'installation est également classée sous la rubrique R 2710-2a (Enregistrement) avec un volume de déchets non dangereux supérieur à 300m<sup>3</sup> mais inférieur à 600m<sup>3</sup>.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

Action "coup de poing ICPE en bordure de cours d'eau (vérification des dispositions de lutte contre la pollution au sein de ICPE en cas d'inondation, sensibilisation des exploitants aux risques qu'ouvrent leurs outils industriels en cas de crue) ;

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera

proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Pas d'observation.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Capacité des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 > I.	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
3	Règles de gestion des rétentions et stockages associés.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 > II.	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
8	Substances visées à l'article 25	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article Annexe II	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
9	Principes généraux de prévention des risques.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
10	Etat des matières stockées.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
11	Etat des matières stockées.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
12	Surveillance de l'installation.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 57	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
13	Consignes d'exploitation et de sécurité.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
14	Documents de l'installation.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
15	Eaux pluviales.	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 43	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
16	Déchets.	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 45	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	DISPOSITIONS RELATIVES A LA LIMITATION DES CONSEQUENCES DE PERTES D'EXPLOITATION	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 24	/	Sans objet
4	Dispositions spécifiques aux réservoirs.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 > III.	/	Sans objet
5	Dispositions spécifiques aux aires de chargement, déchargement	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 > VI.	/	Sans objet
6	Stockage des déchets	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 > VI. VII.	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	DISPOSITIONS RELATIVES A LA LIMITATION DES CONSEQUENCES DE PERTES D'EXPLOITATION	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a fait le constat :

- de l'absence de FDS au poste de travail alors que des déchets ménagers dangereux sont apportés par les particuliers (points de contrôle n°8, 10, 11) ;
- de l'absence de consignes ou procédure vis à vis du risque inondation (uniquement consignes en cas de déversement accidentel) correspondant aux points de contrôle n°9, n°12 et n°13 ;
- de l'absence de plans avec emplacement des vannes de sectionnement des réseaux (ou présence d'obturateurs gonflables) soit le point de contrôle n°14 ;
- l'absence d'analyses de rejet EP (analyses au printemps et non en hiver) soit le point de contrôle n°15 pour insuffisance de pluie ; A noter que ce point était déjà visé comme une non conformité n°02 relevée lors de la visite du 27/02/2019 (cf rapport du 26/03/2019) et avec le même laboratoire.
- absence de BSD pour le traitement des boues ou justificatifs de traitement des boues (point de contrôle n°15) ;
- que le stockage de déchets d'équipements électroniques (DEE) n'est pas équipé de rétentions (point de contrôle n°16) ;
- que le muret bas de rétention situé à l'ouverture du "local huiles usagées" est encombré par des bidons d'huiles minérales apportés par les particuliers (point de contrôle n°16) ;

#### Autre point en suspens liée à la précédente visite du 27/02/2019 : ancienne non conformité n°01

Lors de la précédente visite du 27/02/2019 Il était demandé la présence d'un appareil de lutte incendie situé à moins de 100m de la limite du site (constat de non conformité n°01). Cet appareil devait pouvoir fournir un débit minimal de 60m<sup>3</sup>/h durant au moins 2H00 en application de l'article 21 de l'arrêté ministériel du 26/03/2012.

L'exploitant a montré le poteau incendie situé à 60m à l'entrée du site près du 67 avenue des Guillaiaies. Cependant, l'exploitant n'a pu justifier lors de la visite par un document écrit que le débit minimal est bien de 60m<sup>3</sup>/h (pendant une durée d'au moins 2h00). L'exploitant a indiqué avoir échangé avec la BSSPP à ce sujet, mais n'a pu fournir de document attestant de cet échange.

En conséquence, cette non conformité est maintenue et est visée dans la lettre de suite Un document justificatif du débit minimal de 60 m<sup>3</sup>/h pendant 2h est attendu dans un délai de deux mois.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : DISPOSITIONS RELATIVES A LA LIMITATION DES CONSEQUENCES DE PERTES D'EXPLOITATION

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 24
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Situation administrative
<b>Prescription contrôlée :</b> Les dispositions des points I, II, III. B, III. D, V. A, V. B, VI. A, VI. E, VI. F et VII de l'article 25, ainsi que les dispositions des articles 26 et 27 sont applicables aux installations autorisées après le 3 mars 1999 ou ayant fait l'objet de modifications substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ayant conduit au dépôt d'un nouveau dossier après cette date, à l'exception des installations relevant des rubriques 4510 ou 4511 pour le pétrole brut ou des rubriques 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4744, 4746, 4747, 4748, 1434, 2210, 3641, 2251, 2565, 2730, 2731, 2910, 3110 ou 2921 ainsi que des cimenteries, des papeteries, des verreries, cristalleries et installations de fabrication de fibres minérales et produits manufacturés dérivés, des installations de traitement, de stockage ou de transit de résidus urbains ou de déchets industriels, des établissements d'élevage et des installations d'incinération de cadavres d'animaux de compagnie.  Les autres dispositions de l'article 25 ainsi que l'article 26 bis ne sont pas applicables. Les dispositions du point V. B de l'article 25 sont applicables uniquement à compter du 1er juillet 2023.  Les dispositions des articles 25, 26 et 27 sont par ailleurs applicables aux modifications concernant l'ensemble des installations soumises à autorisation dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022 ou régulièrement mises en service avant cette date, lorsque ces modifications nécessitent le dépôt d'une nouvelle autorisation en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement à compter du 1er septembre 2022, à l'exclusion des installations classées soumises à l'une ou plusieurs des rubriques 2101 à 2150, ou 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Les dispositions de l'article 26 bis ne sont pas applicables.
<b>Constats :</b> L'inspection a fait le constat que l'installation est classée sous les rubriques :  -R 2710-1a-(A) ; -R 2710-2a (E) ;  Il s'agit d'une déchetterie classée en R 2710-1a (Autorisation) avec une collecte de déchets dangereux susceptible d'être présente supérieure à 7 tonnes. En outre, l'installation est également classée sous la rubrique R 2710-2a (Enregistrement) avec un volume de déchets non dangereux supérieur à 300m <sup>3</sup> mais inférieur à 600m <sup>3</sup> . La réglementation opposable est l'arrêté ministériel du 26/03/2012 applicable aux installations classées sous la rubrique R 2710-2 (E).

L'installation dispose d'un récépissé de déclaration du 08/10/1993 et a fait l'objet d'un reclassement par antériorité du 25/07/2013.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : — Capacité des rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 > I.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétentions
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ;</li> <li>— 50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés.</li> </ul> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des récipients ;</li> <li>— dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ;</li> <li>— dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a fait le constat que le "local Huiles Usagées" présente un "muret bas" à l'ouverture et que cette capacité est d'une hauteur insuffisante puisque les particuliers y posent des bidons d'huile en équilibre, et que ce muret fait apparaître des traces d'infiltrations.</p> <p>L'exploitant doit faire ré-hausser (et nettoyer) ce muret après avoir fait enlever les bidons posés dessus.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## N° 3 : — Règles de gestion des rétentions et stockages associés.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 > II.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétentions
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le volume nécessaire à la rétention est rendu disponible par une ou des rétentions locales ou déportées. En cas de rétention déportée, celle-ci peut être commune à plusieurs stockages. Dans ce cas, le volume minimal de la rétention déportée est au moins égal au plus grand volume calculé</p>

pour chacun des stockages associés. Une double paroi, répondant aux dispositions du présent article, peut tenir lieu de rétention pour le réservoir concerné.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis.

Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes aux prescriptions applicables à l'installation en matières de rejets ou sont éliminés comme les déchets.

**Constats :**

L'inspection a fait le constat :

-que le stockage des DEE (Déchets d'Équipements Electroniques) n'est pas équipé de rétentions (or ces déchets contiennent parfois des métaux lourds) ;

-que certains bidons d'huile minérale apportés par les particuliers sont posés directement sur le muret bas de rétention du "local Cuve d'huiles usagées " formant ouverture de ce local et alors que ce muret présente des traces d'infiltrations ;

L'exploitant doit faire mettre en rétention les rétentions des stockages des DEE et faire enlever régulièrement les bidons d'huiles usagées disposés sur le muret bas formant ouverture du local Cuves d'huiles usagées. L'exploitant doit aussi faire nettoyer ce muret.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 4 : — Dispositions spécifiques aux réservoirs.**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 > III.

**Thème(s) :** Risques chroniques, étanchéité des réservoirs

**Prescription contrôlée :**

B. -Les réservoirs sont conçus de manière à pouvoir contrôler leur étanchéité à tout moment, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant.

D. -Le stockage des liquides inflammables, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement ainsi que des liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, n'est autorisé sous le niveau du sol environnant que dans des réservoirs enterrés placés en fosse.

**Constats :**



Les rétentions sont métalliques et aisément contrôlables.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : — Dispositions spécifiques aux aires de chargement, déchargement ...**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 > VI.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, étanchéité des sols
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>A.-Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles définies aux points I et II de l'article 25.</p> <p>E.-Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol, solides ou liquides, est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les fuites éventuelles ou épandages accidentels.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les aires de chargement sont étanches et il y a un caniveau de récupération des Eaux Pluviales en sortie de site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Stockage des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 > VI. VII.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, étanchéité des sols
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les stockages des déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les aires de stockages des déchets sont étanches et aménagées avec un caniveau de récupération des Eaux Pluviales (EP) en sortie de site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : DISPOSITIONS RELATIVES A LA LIMITATION DES CONSEQUENCES DE PERTES D'EXPLOITATION**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bassin de confinement des eaux incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Bassin de confinement des eaux incendie spécifique pour le stockage de produits très toxiques ou toxiques ou les substances visées à l'annexe II de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé</p>

<p>Les installations comportant des stockages de produits très toxiques ou toxiques visés par l'une ou plusieurs des rubriques nos 4707, 4708, 4711, 4712, 4717, 4723, 4724, 4726, 4728, 4729, 4730, 4732, 4733 de la nomenclature des installations classées en quantité supérieure à 20 tonnes, des stockages de substances visées à l'annexe II de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé en quantité supérieure à 200 tonnes sont équipées d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent.</p> <p>Ce bassin ou le dispositif équivalent mentionné ci-dessus est dimensionné pour pouvoir recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection n'a pas d'observation car l'exploitant a répondu que le site est en rétention. L'inspection a fait le constat qu'il existe un caniveau de récupération des eaux de ruissellement en sortie de site et relié au décanteur.</p> <p>Le dimensionnement de la rétention générale a été réalisé conformément au guide technique « D 9 » (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau - édition de septembre 2001) d'après l'exploitant. Ce guide technique « D9 » est inclus dans le registre d'exploitation.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

#### N° 8 : Substances visées à l'article 25

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article Annexe II</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Produits très toxiques ou toxiques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>1° Composés organohalogénés et substances qui peuvent donner naissance à de tels composés dans le milieu aquatique.</p> <p>2° Composés organophosphorés.</p> <p>3° Composés organostanniques.</p> <p>4° Substances qui possèdent un pouvoir cancérigène, mutagène ou tératogène dans le milieu aquatique ou par l'intermédiaire de celui-ci.</p> <p>5° Mercure et composés de mercure.</p> <p>6° Cadmium et composés de cadmium.</p> <p>7° Huiles minérales et hydrocarbures.</p> <p>8° Cyanures.</p> <p>9° Eléments suivants, ainsi que leurs composés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Zinc ;</li> <li>- Antimoine ;</li> <li>- Uranium ;</li> </ul>

- Cuivre ;
- Molybdène ;
- Vanadium ;
- Nickel ;
- Titane ;
- Cobalt ;
- Chrome ;
- Etain ;
- Thallium ;
- Plomb ;
- Baryum ;
- Tellure ;
- Sélénium ;
- Béryllium ;
- Argent.
- Arsenic ;
- Bore ;

10° Biocides et leurs dérivés.

11° Substances ayant un effet nuisible sur la saveur ou sur l'odeur des eaux souterraines ou sur l'odeur des produits de consommation de l'homme dérivés du milieu aquatique, ainsi que les composés, susceptibles de donner naissance à de telles substances dans les eaux et de rendre celle-ci impropre à la consommation humaine.

12° Composés organosiliciés toxiques ou persistants et substances qui peuvent donner naissance à de tels composés dans les eaux, à l'exclusion de ceux qui sont biologiquement inoffensifs ou qui se transforment rapidement dans l'eau en substances inoffensives.

13° Composés inorganiques du phosphore et phosphore élémentaire.

14° Fluorures.

15° Substances exerçant une influence défavorable sur le bilan d'oxygène, notamment : ammoniacale et nitrites.

#### **Constats :**

L'inspection a fait le constat que parmi les déchets acceptés dans cet établissement figurent :

- les piles, accumulateurs et batteries ;
- les DDS ou Déchets Diffus Spécifiques (DDS) : peintures, solvants, aérosols, vernis, colles, peintures, produits phytosanitaires ;
- les huiles usagées ;
- les bouteilles de gaz et extincteurs ;

A noter que le registre d'exploitation de l'installation fait également mention pour le local DMS (Déchets Ménagers Spéciaux) :

- de bases liquides ou solides ;
- d'acides liquides ou solides ;
- de comburants ;

En conséquence, l'exploitant doit mettre en place des FDS (Fiches de Données au Sécurité) au poste de travail vis des substances que peuvent contenir ces déchets.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 9 :** Principes généraux de prévention des risques.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Disposition en cas d'incident ou d'accident
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.</p> <p>Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.</p> <p>Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a fait le constat de l'existence d'une procédure en cas de déversement accidentel (avec boudin obturateur ou plaque obturatrice) mais pas de procédure applicable au risque inondation. L'exploitant doit mettre en place cette procédure.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 10 :** Etat des matières stockées.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Etat des stocks
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p>

<b>Constats :</b>
L'exploitant dispose d'un état des stocks grâce au logiciel TRACK DECHETS mais pas de FDS au poste de travail alors que sont stockés des huiles, peintures, DASRI et des produits dangereux (quoique provenant de "refus de tri"). L'exploitant doit lever cette non conformité.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 11 :** Etat des matières stockées.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Etat des matières stockées-dispositions spécifiques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746 , 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p>

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.
Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2022.
<b>Constats :</b>  L'exploitant dispose d'un état des stocks grâce au logiciel TRACK DECHETS mais pas de FDS au poste de travail alors que sont stockés des huiles, peintures, DASRI et des produits dangereux (quoique provenant de "refus de tri"). L'exploitant doit lever cette non conformité.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 12 : Surveillance de l'installation.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 57
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance de l'installation.
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, de personnes désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients des produits utilisés, fabriqués ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas de dérive ou d'incident.
<b>Constats :</b> L'inspection a fait le constat que l'exploitation de l'installation est effectuée par un "responsable déchetterie" nommément désigné. Cependant, celui-ci ne dispose pas d'une procédure applicable au "risque inondation".
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 13 : Consignes d'exploitation et de sécurité.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Consignes de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.  L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin : <ul style="list-style-type: none"> <li>- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;</li> <li>- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;</li> <li>- l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;</li> <li>- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.</li> </ul>

<b>Constats :</b> L'inspection a constaté que l'exploitant disposait de consignes de sécurité en cas de déversement accidentel mais pas de consignes en prévision du risque inondation. En outre, ces consignes incluent les coordonnées de l'inspection du travail mais pas celles de l'inspection des IC. L'exploitant doit lever cette non-conformité.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

N° 14 : Documents de l'installation.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plans des installations
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour les documents suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>- les plans, en particulier, pour les installations concernées ;</li> <li>- les plans d'implantation des installations, en particulier des zones à risques mentionnées à l'article 48 avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des interrupteurs ou arrêts d'urgence prévus au point B de l'article 66 ainsi que des moyens de protection incendie ;</li> <li>- le plan des réseaux, en particulier le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les tuyauteries ;</li> <li>- le plan des réseaux et installations de rétention et confinement des eaux incendie, ainsi que, le cas échéant, l'implantation des dispositifs de déclenchement ou obturation et dispositifs de limitation de propagation de sinistre ;</li> <li>- le plan des tuyauteries contenant des matières dangereuses prévu à l'article 25. V. E ;</li> <li>- le plan des équipements et moyens de lutte contre l'incendie et d'intervention prévus à l'article 68 du présent arrêté ;</li> <li>- Les plans sont tenus à disposition, de façon facilement accessible, des services d'incendie et de secours.</li> </ul>
<b>Constats :</b> L'inspection a fait le constat de la présence des plans suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>-plan de circulation du 06/06/23 avec les différentes alvéoles de stockage (ampoules, néon, textiles, DEE, végétaux, cartons, ferrailles, verre, huiles, gravats, tout venant, bois, mobilier, pneus, déchets dangereux, cartouches d'encre, DASRI, peinture....) ;</li> </ul> Ce plan de circulation inclut la zone de rotation bennes, camions DI et un parcours pour les usagers y compris piéton ; <p>Ce plan inclut la localisation du local gardien mais aussi des extincteurs, points de rassemblement incendie et bornes incendie.</p> <p>Toutefois, il n'y a pas de plan facilement accessible avec l'emplacement des vannes de sectionnement des réseaux (ou présence d'obturateurs gonflables) mais uniquement un plan constructeur et donc peu utilisable immédiatement par la BSPP en cas de sinistre par ex.</p> <p>L'exploitant doit lever cette non conformité.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 15 :** Eaux pluviales.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 43
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositifs de traitement des eaux pluviales
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II. - Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.</p> <p>Ces dispositifs de traitement sont entretenus par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les opérations de contrôle et de nettoyage des équipements sont effectués à une fréquence adaptée.</p> <p>Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a fait le constat de la présence dans le registre de sécurité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-d'une fiche d'intervention ASEOS du 27/04/23 en vue du pompage, nettoyage et curage de 3 grilles EP mais aussi un séparateur HC de 3m3, un local en rétention contenant des boues et HC (volume inconnu) ;</li> <li>-un rapport de prélèvement d'eau ponctuel par la société SOCOR du 20/05/2021 en vue d'une analyse de rejet industriel ;</li> </ul> <p>Ces documents sont non recevables :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-car la fiche d'intervention ASEOS mentionne "NON" pour le curage pompage EU et EP, et "NON" pour le nettoyage des regards dans la partie "compte rendu d'intervention" or le compte rendu d'activité mentionne un début de chantier à 06H02 du matin et une fin de chantier à 15H37 ;</li> </ul> <p>De plus, l'exploitant ne dispose pas de justificatifs d'élimination des boues (BSD) dans le registre d'exploitation du site.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-le rapport SOCOR du 20/05/2021 (soit plus de deux ans) mentionne "niveau d'eau trop faible - prélèvement non réalisable" (analyses de rejet non réalisées en l'absence de pluie) ;</li> </ul> <p>Or il y avait déjà une non conformité n°02 analogue lors de la visite du 27/02/2019 avec une pluviométrie mesurée entre 0 et 0,4mm le 10/04/2019 à Nanterre (contre 3,2mm à Paris) et il s'agissait déjà du laboratoire SOCOR.</p> <p>L'exploitant devra donc tenir à disposition de l'inspection les justificatifs d'élimination des boues</p>



(BSD) et faire procéder à un nouveau prélèvement d'eau pour les rejets à une date plus appropriée (hiver au lieu du printemps par ex) quitte à choisir un nouveau laboratoire.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

N° 16 : Déchets.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 45
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Stockage des déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a fait le constat :</p> <p>-que le stockage des DEE (Déchets d'Equipement Electroniques) n'est pas équipé de rétentions (or ces déchets contiennent parfois des métaux lourds) ;</p> <p>-que certains bidons d'huile minérale apportés par les particuliers sont posés directement sur le muret bas de rétention du "local Cuve d'huiles usagées " formant ouverture de ce local et alors que ce muret présente des traces d'infiltrations.;</p> <p>L'exploitant doit faire mettre en rétention les rétentions des stockages des DEE et faire enlever régulièrement les bidons d'huiles usagées disposés sur le muret bas formant ouverture du local Cuves d'huiles usagées. L'exploitant doit aussi faire nettoyer ce muret.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois